



Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Conférence de Paris sur les changements climatiques

Le transport collectif, chaînon manquant de la stratégie québécoise : il faut de nouveaux moyens budgétaires

Montréal, le 18 novembre - En vue de la conférence de Paris sur la lutte contre les changements climatiques, les grands groupes québécois en environnement, santé, agriculture, consommation et transport pressent le gouvernement Couillard de dévoiler son plan d'action pour investir davantage dans les transports collectifs et ainsi réduire les émissions de GES dans le secteur des transports, la principale source d'émissions au Québec. Les groupes demandent à Québec de s'engager, d'ici Paris, à déposer dans les prochains mois un cadre financier et de nouveaux moyens budgétaires pour le développement des transports collectifs d'ici 2020. Dans la mise en œuvre actuelle de la lutte contre les changements climatiques, le transport collectif est un chaînon manquant; le gouvernement doit y investir davantage, avec des mesures ciblées et des indicateurs des progrès à accomplir; il en va de sa crédibilité dans ce domaine.

La demande est formulée conjointement par le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ), Greenpeace Québec, Transport 2000, Équiterre, l'Union des producteurs agricoles, l'Association pour la santé publique du Québec, la Fondation David Suzuki, Vivre en Ville, la Coalition québécoise sur la problématique du poids, Vélo Québec et l'Union des consommateurs.

Philippe Bourke, directeur général du RNCREQ, rappelle : « Sur l'ensemble du territoire québécois, les décideurs ont besoin de signaux favorables et de moyens accrus pour développer les transports collectifs. La cohérence entre l'action gouvernementale et les parties prenantes est la clef du succès de la transition en cours; les intervenants doivent savoir quelles sont les mesures prévues pour décarboniser le secteur des transports, notamment en priorité grâce au transport collectif. »

Patrick Bonin, de Greenpeace Québec, précise : « Si le Québec veut atteindre ses objectifs à court terme et être à 100 % énergies renouvelables d'ici 2050, il doit prioritairement réduire les GES dans les transports et investir dans les transports collectifs. En plus de réduire notre dépendance au pétrole et nos émissions de CO₂, investir dans les transports collectifs améliore la santé, la qualité de vie des citoyens et crée des emplois verts. »

François Pepin, président du conseil de Transport 2000 Québec, explique : « Au jour 1 du premier plan d'action sur les changements climatiques du Québec, en 2006, on annonçait la Politique québécoise du transport collectif. Cette stratégie a fait ses preuves jusqu'en 2011 : il y aujourd'hui 80 millions de déplacements enregistrés dans les transports collectifs par année de plus qu'en 2006. Il faut relancer cet élan! »

Pour Steven Guilbeault, porte-parole d'Équiterre : « Nous savons tous que l'atteinte d'une cible responsable de réduction des émissions à long terme nécessite un plan de match crédible pour le secteur des transports, une feuille de route concrète sur les actions à mener à court et moyen termes. Pour demeurer à l'avant-garde, Québec doit avoir, au lendemain de COP21, un plan transport qui mette au premier plan un meilleur financement pour les transports collectifs ».

Le président général de l'Union des producteurs agricoles, Marcel Groleau, a déclaré : « Les choix qui ont été faits en matière de transport ont coûté cher à la zone agricole. Trop de routes et d'autoroutes ont été construites sur les meilleures terres agricoles du Québec. En favorisant l'étalement urbain, on contribue au réchauffement climatique et on s'éloigne d'une organisation performante des transports collectifs ».

La directrice de l'Association pour la santé publique du Québec, Lucie Granger, explique que : « Les conséquences de nos choix en matière d'urbanisation et de transport ont des répercussions importantes sur la santé, les changements climatiques et le développement durable. L'obésité, les maladies cardiovasculaires et respiratoires ainsi que les traumatismes routiers, tout comme les gaz à effet de serre qui occasionnent les changements climatiques, peuvent être contenus par des mesures gouvernementales qui favorisent l'utilisation des transports collectifs et actifs et freinent l'étalement urbain. »

Karel Mayrand, de la Fondation David Suzuki, précise que : « Les ménages québécois consacrent plus du cinquième de leur budget au transport. L'accroissement de services en transports collectifs

permettrait à un plus grand nombre de ménages d'épargner : l'usage du transport collectif est trois fois moins cher que la voiture. Pour des ménages en situation de précarité, la réduction des coûts de transport est une source d'économies à prioriser. »

Pour Christian Savard, de Vivre en Ville : « L'exemple a été donné avec le Plan d'action en électrification des transports, qui identifie concrètement les mesures en place d'ici 2020 et les résultats attendus. En 2015, il faut une politique encore plus précise pour les transports collectifs, avec des cibles, des indicateurs et des mesures ambitieuses, sans quoi on évite l'éléphant dans la pièce! »

Pour Corinne Voyer, de la Coalition Poids : « Adopter des modes de déplacement alternatifs à l'automobile contribue à la lutte aux changements climatiques, en plus de freiner l'obésité. Une portion importante de la population est sédentaire. Sachant que les utilisateurs du transport collectif marchent en moyenne 20 minutes par jour, il y a lieu d'assurer des investissements massifs dans les transports collectifs ».

Pour l'Union des consommateurs : « Un investissement pour de meilleurs transports collectifs permettra de faciliter l'accès à des moyens de transport à la fois respectueux de l'environnement et abordables, notamment pour les consommateurs dont les revenus sont plus modestes. »

- 30 -

Renseignements et entrevues :

Émilie Novales

COPTICOM

[514.577.5838](tel:514.577.5838)

enovales@copticom.ca